

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2459

12 septembre 2014

SOMMAIRE

AA Energy A.G.	117990	Beverage Packaging Holdings (Luxem- bourg) III S.à r.l.	117986
Acquaba S.à r.l.	117987	Beverage Packaging Holdings (Luxem- bourg) IV S. à r.l.	117987
Adeis S.A.	117993	Beverage Packaging Holdings (Luxem- bourg) VI S.à r.l.	117987
Administration and Finance Corporation	118004	Blake Trademarks S.à r.l.	118019
AG für Investitionen und Beteiligungen ..	117990	BLMD Parent S.à r.l.	117995
AGO Consulting Europe s.à r.l.	117995	BlueBay Global Unconstrained High Yield Investments (Luxembourg) S.à r.l.	117995
All S.A.	117986	Boulangerie Rieffer S.à r.l.	118008
Altraplan Luxembourg S.A.	117989	Centuria Capital Luxembourg S.A.	117996
Amdocs Luxembourg S.à r.l.	117987	Corporate XI	118019
AMP Capital Investors (IDF II USD N°2) S.à r.l.	118032	EEE 4 S.à r.l.	117994
AMP Capital Investors (IDF No. 1) S.A. ..	117992	Event Consulting	117994
Arede S. à r.l.	117995	Gedesco Funding No 1 SA	118009
Arena 3 Propco S.à r.l.	117988	Gentlis S.A.	118005
Association of Risk Management, Luxem- bourg (ALRiM)	117993	Linden Developpement S.A.	117992
August S.C.A., SICAR	117991	Lombard Odier Secondary Fund II	118020
Autonomy Luxembourg One	117996	MB Research S. à r.l.	117991
Autonomy Luxembourg Two	117996	Meta System Lux S.à r.l.	117997
AZ Electronic Materials Group S.à r.l. ..	117988	mmmchocolat	117986
AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l.	117990	mmmchocolat	117986
AZ Electronic Materials Topco S.à r.l. ..	117989	Silverspot Investments S.à r.l.	118009
AZ Holding S.A.	117996	Vespa A S.C.A.	117999
Bankinter Luxembourg S.A.	117992	Vremena Goda Luxco S.à r.l.	117986
BBK Invest S.à r.l.	117994	XB Luxembourg Holdings 1 S.A.	117987
B&C HoldCo S.à r.l.	117991	XB Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.	117988
Benoy Kartheiser Management S.à r.l. ..	117993	Zwickau Arcaden Luxco	117989

mmmchocolat, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4103 Esch-sur-Alzette, 16-18, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 154.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014097815/10.

(140117098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

mmmchocolat, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4103 Esch-sur-Alzette, 16-18, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 154.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014097816/10.

(140117100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

All S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4367 Belvaux, 1, avenue du Swing.

R.C.S. Luxembourg B 160.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour All S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014097877/11.

(140117502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 128.135.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un gérant*

Référence de publication: 2014097925/11.

(140116946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Vremena Goda Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juillet 2014.

Jean-Jacques Josset

Manager

Référence de publication: 2014097727/12.

(140115198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Acquaba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.395.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014097823/10.

(140117022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Amdocs Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 412.500,00.**Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 159.865.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014097838/10.

(140117092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 165.957.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un gérant*

Référence de publication: 2014097926/11.

(140116879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 173.602.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un gérant*

Référence de publication: 2014097927/11.

(140116844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

XB Luxembourg Holdings 1 S.A., Société Anonyme.Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.860.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014097757/12.

(140115150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

XB Luxembourg Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.856.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014097758/12.

(140115372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Arena 3 Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 176.017.

Par résolutions signées en date du 4 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Katherine Ralph, avec adresse professionnelle au 27, Knightsbridge, SW1X 7LY Londres, Royaume-Uni au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Franck Laval, avec adresse professionnelle au 27, Knightsbridge, SW1X 7LY London, Royaume-Uni de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 juin 2014.

Référence de publication: 2014097848/15.

(140116904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AZ Electronic Materials Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 9.729.285,62.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 125.565.

Il résulte des résolutions prises en date du 27 juin 2014 par Ridgefield Holdco agissant en tant qu'associé unique de la Société, que:

- la démission de leur mandat de gérant de la Société des personnes suivantes a été acceptée avec effet au 30 juin 2014:

Michael Andrew Powell
Pierre Carras

- la nomination des personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} Juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée:

Frank Schöneborn né le 17.06.1974 à Freiberg, Allemagne, résidant au 11 Chalmers Way, Twickenham, Greater London TW1 1QG, Royaume-Uni.

Tim Hashagen né le 20.08.1981 à Bremen, Allemagne, résidant au 7, rue Yolande, 8259 Mamer, Luxembourg.

Suite à ces décisions, le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

Geoffroy Wild
Frank Schöneborn
Tim Hashagen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS GROUP S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014097908/27.

(140117586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Zwickau Arcaden Luxco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juillet 2014.

Jean-Jacques Josset

Manager

Référence de publication: 2014097762/12.

(140115830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Altraplan Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, Parc d'Activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 55.381.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 476 du 24 septembre 1996.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Altraplan Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2014097885/15.

(140117272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AZ Electronic Materials Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 16.216.000,00.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 156.082.

Il résulte des résolutions prises en date du 27 juin 2014 par AZ Electronic Materials S.A. agissant en tant qu'associé unique de la Société, que:

- la démission de leur mandat de gérant de la Société des personnes suivantes a été acceptée avec effet au 30 juin 2014:

Michael Andrew Powell

Pierre Carras

- la nomination des personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée:

Frank Schöneborn né le 17.06.1974 à Freiberg, Allemagne, résidant au 11 Chalmers Way, Twickenham. Greater London TW1 1QG, Royaume-Uni.

Tim Hashagen né le 20.08.1981 à Bremen, Allemagne, résidant au 7, rue Yolande, 8259 Mamer, Luxembourg.

Suite à ces décisions, le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

Geoffrey Wild

Frank Schöneborn

Tim Hashagen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

*Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS TOPCO S.à r.l.**Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2014097909/27.

(140117587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AA Energy A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9085 Ettelbruck, Zone Artisanale et Commerciale.
R.C.S. Luxembourg B 150.928.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014097853/10.

(140117403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AG für Investitionen und Beteiligungen, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 53.465.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014097867/12.

(140117103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 34.190.485,28.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 102.425.

Il résulte des résolutions prises en date du 27 juin 2014 par Ridgefield Acquisition agissant en tant qu'associé unique de la Société, que:

- la démission de leur mandat de gérant de la Société des trois personnes suivantes a été acceptée avec effet au 30 juin 2014:

Michael Andrew Powell

Michael Arnauti

Pierre Carras

- la nomination des personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée:

Frank Schöneborn né le 17.06.1974 à Freiberg, Allemagne, résidant au 11 Chalmers Way, Twickenham, Greater London TW1 1QG, Royaume-Uni.

Tim Hashagen né le 20.08.1981 à Bremen, Allemagne, résidant au 7, rue Yolande, 8259 Mamer, Luxembourg.

Björn Hofman né le 15.06.1969 à Terneuzen, Pays-Bas, résidant à Wiesbadenerstrasse 163, 61462 Koenigstein, Allemagne,

Suite à ces décisions, le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

Geoffrey Wild

Frank Schöneborn

Tim Hashagen

Björn Hofman

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014097907/32.

(140117585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

August S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 134.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2014097851/12.

(140116911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

MB Research S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 18, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 152.817.

Procès-verbal de l'assemblée générale extra-ordinaire du 13 juillet 2014

Il résulte de l'AGE tenue ce 13 juillet 2014 ce qui suit:

Cession de 50 parts de Mr Michel Beine, associé, domicilié 41C, Rue du Moulin à B-5081 Bovesse en faveur de Monsieur Jean-Christophe Perrot, domicilié 2, Rue aux Cayaux à B-5020 Namur

Cession de 50 parts de Mr Michel Beine, associé, domicilié 41C, Rue du Moulin à B-5081 Bivesse en faveur de Monsieur Vincent Laurent, domicilié 16, Rue du Spinoy à B-5080 Rhisnes

Démission de son poste de gérant de Mr Michel Beine, associé, domicilié 41C, Rue du Moulin à B-5081 Bovesse

Nomination au poste de gérant de Monsieur Jean-Christophe Perrot, domicilié 2, Rue aux Cayaux à B-5020 Namur

Nomination au poste de gérant de Monsieur Vincent Laurent, domicilié 16, Rue du Spinoy à B-5080 Rhisnes

MB RESEARCH Sarl

Référence de publication: 2014103351/17.

(140121770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

B&C HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 201.762,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 124.867.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société,

2 d'abolir la classification en catégorie B des gérants actuellement en fonction

3 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Antonis Tzanetis, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Mats Eklund, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé sans classification en tant que gérants de catégorie A ou de catégorie B de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer

Monsieur Heiko Dimmerling

Monsieur Thomas Sonnenberg

Monsieur Antonis Tzanetis

Monsieur Mats Eklund

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour B&C Holdco S.à r.l.

Référence de publication: 2014097912/25.

(140117186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AMP Capital Investors (IDF No. 1) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.071.

EXTRAIT

En date du 7 juillet 2014, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Emma Haight, avec adresse professionnelle au niveau 4, Berkeley Square, Berkeley Square House, Londres, W1J6 BX, Royaume-Uni, est élue nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce, jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014097888/13.

(140117260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Linden Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 88.865.

Extrait des résolutions adoptées en date du 14 juillet 2014, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Linden Développement S.A.

- Les membres du conseil d'administration, délibérant valablement, nomment Monsieur Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, né le 24 avril 1968 à Karaman (Turquie), demeurant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, à la fonction de Président du conseil d'administration, avec pouvoir d'engager la Société par sa seule signature, suivant l'article 6 des statuts de la Société, avec effet immédiat. Son mandat prendra fin à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LINDEN DEVELOPPEMENT S.A.

Référence de publication: 2014102348/16.

(140123306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Bankinter Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.522.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire en date du 20.06.2013 que:

- Monsieur Borja Caruana Cruz né le 18.03.1972 à Madrid (Espagne) demeurant à C. Tramontana 47 P02 d à E-28223 Humera-Somosaguas- P. del Rey P. Alarcon est nommé délégué à la gestion journalière pour une durée indéterminée.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire en date du 15.04.2014 que:

- La société fiduciaire DELOITTE AUDIT SARL, ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560, Rue de Neudorf et inscrite au RCSL sous le numéro B67895 est nommé réviseur d'entreprises agréé.

- Le mandat du nouveau réviseur d'entreprises agréé prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2015.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire en date du 22.05.2014 que:

- Madame Gloria Hernandez Garcia née le 16/02/1959 à Madrid (Espagne) demeurant à C. Vergara 8 à E-28290 Las Rozas de Madrid (Espagne) est nommée administrateur, pour une durée de 3 ans.

- Monsieur Ruben Muñoz né le 24/11/1960 à Burgos (Espagne) demeurant à C. Senda Infante 34 P02 IZ à E-28034 Madrid est nommé administrateur, pour une durée de 3 ans.

- Les mandats des administrateurs prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.02.2014.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2014097915/25.

(140116479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Association of Risk Management, Luxembourg (ALRiM), Association sans but lucratif.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 12, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg F 2.736.

Les statuts coordonnés au 18 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014097850/10.

(140117275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Adeis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 147.835.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ADEIS S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014097861/12.

(140117346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

BKM, Benoy Kartheiser Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 33.849.

- BODEN Jean-Marie, expert-comptable, né à Luxembourg, le 14 juin 1954, demeurant à L-1480 Luxembourg, 2, Boulevard Paul Eyschen

associé de la Société à responsabilité limitée «BENOY KARTHEISER MANAGEMENT SARL, en abrégé BKM» a pris acte de la cession de parts intervenue avec effet au 1^{er} janvier 2014 et déclare son accord quant à cette cession.

M. Jean-Marie BODEN, détenteur de 20 parts sociales cède 20 de ses parts à la valeur nominale de EUR 124,00 par part sociale à:

- Monsieur Roland DE CILLIA, expert-comptable, né à Luxembourg le 16 mars 1968 et demeurant à L-1913 Luxembourg, 4 Rue Léandre Lacroix

- Monsieur Romain WAGNER, expert-comptable, né à Esch/Alzette le 26 juin 1967 et demeurant à L-6139 Junglinster, 5, Rue Maria Montessori

- Madame Nathalie PRIEUR, conseil fiscal, née à Trèves (Allemagne) le 8 avril 1967 et demeurant à L-1831 Luxembourg, 45 rue de la Tour Jacob

- Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, né à Ettelbruck le 27 mars 1973 et demeurant à L-9184 Schrodweiler, 27 Rue Principale

A la suite de cette cession, les 100 (cent) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de EUR 12.400 de la Société à responsabilité limitée «BENOY KARTHEISER MANAGEMENT SARL, en abrégé BKM» sont réparties comme suit:

- Monsieur Roland DE CILLIA	25 parts
- Monsieur Romain WAGNER	25 parts
- Madame Nathalie PRIEUR	25 parts
- Monsieur Jeannot DIDERRICH	25 parts
- TOTAL	100 parts

Fait à Luxembourg, le 20 juin 2014.

Jeannot DIDERRICH

Gérant

Référence de publication: 2014097923/32.

(140117151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Event Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 5, rue des Girondins.
R.C.S. Luxembourg B 176.681.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 19 août 2013 que:

L'assemblée accepte la démission de M. Bigard Jérôme de sa fonction de gérant administratif.

L'assemblée nomme M. Bigard Jérôme, né le 16.02.1986 à Luxembourg, demeurant à 4, rue Adolphe L-1116 Luxembourg comme gérant technique pour une durée indéterminée. Pouvoir de signature individuel lui est donné pour le domaine débit de boissons alcoolisées et non-alcoolisées.

Le pouvoir de signature de M. Paul Thyès change comme suit: pouvoir de signature individuel lui est donné pour le domaine des activités et services commerciaux.

Le pouvoir de signature de M. Maas Pit change comme suit: signature conjointe avec les gérants techniques.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014100985/17.

(140120897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

EEE 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 43.750,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 132.812.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire des associés (l'«Assemblée») de la Société à Luxembourg en date du 10 juillet 2014

L'Assemblée a décidé de réélire Deloitte Audit, société à responsabilité limitée ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895, réviseur d'entreprises agréé de la Société, pour une période venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale devant se tenir en l'année 2015 pour statuer sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014100994/18.

(140120607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

BBK Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 128.527.

—
Constatation de cession de parts sociales

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à une convention de cession de parts sociales du 1^{er} juillet 2014, signée sous seing privé par le cédant et le cessionnaire et acceptée par la gérance au nom de la société, le capital social de la société BBK INVEST SARL ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.527, est désormais réparti comme suit:

MOJAVE SARL, ayant son siège social à	
L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance,	
R.C.S. Luxembourg B 147.492	1.420 parts sociales
Total: mille quatre cent vingt parts sociales	1.420 parts sociales

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

MOJAVE SARL

L'associée unique

Référence de publication: 2014097937/19.

(140117443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AGO Consulting Europe s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8062 Bertrange, 12, Cité Am Bruch.
R.C.S. Luxembourg B 138.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014097869/10.

(140117168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

BlueBay Global Unconstrained High Yield Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.000.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 172.932.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014097929/11.

(140116576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Areeda S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 152.103.

EXTRAIT

Le siège social de la société AREDA S.à r.l., RCS Luxembourg n° B 152.103 auprès de la société International Corporate Activities S.A., Société Anonyme à L - 1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014097897/13.

(140117139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

BLMD Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 154.229.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des associés du 04 Juin 2014 que les personnes suivantes sont nommées gérants de la société, leurs mandats prenant fin après l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels 2016

Conseil de gérance

Personnes physiques:

- Monsieur Yann Callou, né le 13 Octobre 1981 à Le Mans (France), demeurant 13 Im Holzfeld, 54453 Nittel-Rehlingen (Allemagne)

- Monsieur Jan Pohlodek, né le 31 Octobre 1980 à Hradec Kralove (Tcheque République), demeurant 13-A Cité Joseph Beck, 6186 Gonderange (G.D. Luxembourg)

Le mandat du gérant Gert Magis est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels pour l'exercice 2016

Pour extrait conforme

Munsbach.

Référence de publication: 2014097948/20.

(140117014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Autonomy Luxembourg One, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 124.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014097905/9.

(140117250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Autonomy Luxembourg Two, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.150,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 124.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014097906/9.

(140117225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

AZ Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 157.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014097910/9.

(140117343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Centuria Capital Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 144.076.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Luxembourg en date du 30 juin 2014

L'assemblée générale a pris la résolution suivante:

L'assemblée générale a décidé de réélire:

- Monsieur Alain Pacaud, né le 16 août 1946 à Gouvieux (France), ayant son adresse professionnelle au 92, Avenue des Champs Elysées, F-75008 Paris, en qualité d'Administrateur;
- Monsieur Jean-Noël Lequeue, né le 18 décembre 1946 à Lincent (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 2, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, en qualité d'Administrateur;
- Monsieur Thierry Grosjean, né le 3 août 1975 à Metz (France), ayant son adresse professionnelle au 15, Rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, en qualité d'Administrateur et d'Administrateur-délégué;
- Madame Claudia Schweich, née le 1^{er} août 1979 à Arlon (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 15, Rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, en qualité d'Administrateur et d'Administrateur-délégué;
- Monsieur Cédric Bauer, né le 07/11/1973 à Paris et demeurant professionnellement au 15, Rue Léon Laval, L-3372 Leudelange, en qualité d'Administrateur.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pour Centuria Capital Luxembourg S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014097968/27.

(140117227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Meta System Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9662 Kaundorf, 2, Enneschduerf.

R.C.S. Luxembourg B 188.516.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze, le trois juillet

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

1) Monsieur Xavier VROMMAN, entrepreneur, né le 24 janvier 1983 à Uccle (B), demeurant à B-1435 Corbais, 5A, Rue Margot

Lequel comparant, présent ou tel que représenté, a requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**Art. 1^{er}.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Meta System Lux sàrl».**Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la commune du Lac de la Haute Sûre.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du ou des gérants.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.**Art. 4.** La société a pour objet toutes opérations se rapportant à:

- un atelier de construction métallique et ferronnerie d'art;
- l'entreprise de construction métallique et de charpentes en béton;
- l'entreprise de construction de bâtiments privés et industriels, les activités soumises aux lois d'accès à la profession s'y rapportant étant exécutées par des sous-traitants agréés;
- le montage de charpentes métalliques;
- l'isolation thermique et acoustique;
- le négoce de matériaux de construction;
- l'importation, l'exportation, le négoce, le placement d'appareil, de matériel et d'installation pour l'agriculture et l'élevage sous toutes ses formes;
- le négoce, l'importation, l'exportation de machines, accessoires et articles de sport;
- le négoce de textile sous toutes ses formes et en tous composants;
- l'aménagement, le terrassement, le ruvellement de terrains, les travaux de voirie en général;
- l'entreprise de démolition.

En général, la société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières qui se rapportent directement ou indirectement à son objet social et qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.-EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Monsieur Xavier VROMMAN, prénommé,	100
Total des parts: cent parts	100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-€) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Décisions de l'associé unique

Et à l'instant l'associé, représentant l'intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-9662 Kaundorf, 2, Enneschduerf
- 2.- Le nombre des gérants est fixé à un.
- 3.- L'assemblée générale désigne comme gérant pour une durée indéterminée,
- Monsieur Xavier VROMMAN, prénommé
- 4.- La société sera valablement engagée par la signature du gérant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 1000.-EUR

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Vromman X., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 07 juillet 2014, Relation: WIL/2014/501, Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101345/121.

(140120492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Vespa A S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.458.

L'an deux mille quatorze, le quinze mai.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Harald CHARBON, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg (le «Mandataire»),

agissant en sa qualité de mandataire spécial du gérant VESPA CAPITAL S.A., une société anonyme ayant son siège social au 12F, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 144.504 (le «Gérant»), de VESPA A S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social au 12F, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 144.458, constituée suivant acte reçu le 19 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 402 du 24 février 2009 (la «Société»),

en vertu de pouvoirs lui conférés par décisions du Gérant, en date des 17 avril 2014 et 24 avril 2014.

Des extraits des procès-verbaux des dites décisions, après avoir été signés ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexée au présent acte avec lequel il sera formalisé.

Lequel Mandataire, agissant en vertu des prédicts pouvoirs, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1.- Que le capital social de la Société s'élève actuellement à cent soixante-quinze mille sept cent trois euros et soixante-neuf centimes (EUR 175.703,69) composé d'un million huit cent quatre-vingt-six mille six-cent quatre-vingt-une (1.886.681) actions d'investisseur de classe A d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe A»), de deux millions sept cent vingt-cinq mille soixante et une (2.725.061) actions d'investisseur de classe B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe B»), de quinze mille cinq cent soixante-quatre (15.564) actions spécifiques de Classe B' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Spécifiques de Classe B'»), d'un million cinq cent cinquante-sept mille neuf cent douze (1.557.912) actions d'investisseur de classe C d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe C»), de sept mille trois cent quatre-vingt-douze (7.392) actions d'investisseur de classe C' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe C'»), de deux millions six cent quatre-vingt-douze mille huit cent cinquante et une (2.692.851) actions d'investisseur de classe D d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe D»), de cinq mille cinquante-huit (5.058) actions d'Investisseur de Classe D' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe D'»), de deux millions quatre cent quarante-neuf mille sept cent trente et une (2.449.731) actions d'investisseur de classe E d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe E»), de trois mille six cent cinquante-huit (3.658) actions d'investisseur de classe E' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe E'»), de deux millions deux cent

dix mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (2.210.897) actions d'investisseur de classe F d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe F»), de quinze mille cinq cent soixante-quatre (15.564) actions spécifiques de classe F' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Spécifiques de Classe F'») et de quatre millions (4.000.000) d'actions de commandité ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions de Commandité»).

II.- Qu'aux termes de l'article 3.1 paragraphe 3 des statuts, le capital autorisé de la Société incluant le capital social émis a été fixé à cent millions d'euros (EUR 100.000.000) composé de dix milliards (10.000.000.000) d'actions, sous la forme d'Actions d'investisseur ou d'Actions Spécifiques, ayant une valeur nominale par action d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et le Gérant a été autorisé à décider, depuis le 7 février 2013 et pendant une période prenant fin cinq ans après la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 7 février 2013, de procéder à la réalisation de cette augmentation de capital, l'article trois des statuts se trouvant modifié de manière à correspondre à l'augmentation de capital intervenue.

III.- Que le Gérant, en date du 17 avril 2014 et conformément à l'article trois des statuts, a réalisé une augmentation de capital social dans les limites du capital autorisé, à savoir d'un montant de DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE-NEUF EUROS ET QUATORZE CENTIMES (EUR 2.259,14) en vue de le porter de son montant actuel de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SEPT CENT TROIS EUROS ET SOIXANTE-NEUF CENTIMES (EUR 175.703,69) à CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-TROIS CENTS (EUR 177.962,83) par la création de CENT QUARANTE ET UN MILLE DEUX CENT CINQUANTE (141.250) Actions d'Investisseur de Classe F ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de TROIS CENT SOIXANTE ET UN MILLE CINQ CENT DIX-HUIT EUROS ET CINQ CENTIMES (EUR 361.518,05) à souscrire et à libérer intégralement en nature et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et par la création de QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATRE (84.664) Actions d'Investisseur de Classe A ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de DEUX CENT SEIZE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-HUIT EUROS ET TRENTE-SIX CENTIMES (EUR 216.688,36) à souscrire et à libérer intégralement en nature et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que le Gérant a accepté la souscription des actions nouvelles par:

- GAREFIN Sàrl, une société de droit français ayant son siège social au 25, rue Marbeuf, F-75008 Paris, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 498 481 860,

* de vingt-huit mille sept cent dix (28.710) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de soixante-treize mille quatre cent quatre-vingt Euros et soixante-deux centimes (EUR 73.480,62):

* de dix-sept mille deux cent huit actions d'investisseur de Classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de quarante-quatre mille quarante et un Euros et quatre-vingt-douze Centimes (EUR 44.041,92);

- SULA INVESTMENTS, une société des Iles Vierges Britanniques ayant son siège social à Romasco Place, Wickhams Cay 1, P.O. Box 3140, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, inscrite au Registrar of Corporate Affairs des Iles Vierges Britanniques, sous le numéro 661141,

* de cinquante-sept mille quatre cent dix-neuf (57.419) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de cent quarante-six mille neuf cent cinquante-huit Euros et vingt-cinq centimes (EUR 146.958,25):

* de trente-quatre mille quatre cent seize (34.416) actions d'investisseur de Classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de quatre-vingt-huit mille quatre-vingt-quatre Euros et quatre-vingt-quatre Centimes (EUR 88.084,84);

- AMS Industries, une société de droit français ayant son siège social au 25, rue Marbeuf, F-75008 Paris, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 447 948 076,

* de trente-huit mille deux cent soixante-dix-huit (38.278) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent soixante-dix Euros et quarante-huit centimes (EUR 97.970,48),

* de vingt-deux mille neuf cent quarante-quatre (22.944) actions d'investisseur de classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de cinquante-huit mille sept cent vingt-trois euros et cinquante-six centimes (EUR 58.723,56);

- PERISCOPE CONSEILS ET INVESTISSEMENTS, une société de droit français ayant son siège social à F-75016 Paris, 2, rue Mariette Martin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 502 208 556,

* de trois mille huit cent vingt-huit (3.828) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de neuf mille sept cent quatre-vingt-dix-sept Euros et soixante-seize Centimes (EUR 9.797,76),

* de deux mille deux cent quatre-vingt-quatorze (2.294) actions d'investisseur de Classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de cinq mille huit cent soixante-douze euros et six centimes (EUR 5.872,06);

- FLINVEST, une société de droit français ayant son siège social à F-75008 Paris, 41 Avenue de Montaigne, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 449 522 390,

* de trois mille huit cent vingt-huit (3.828) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de neuf mille sept cent quatre-vingt-dix-sept Euros et soixante-seize Centimes (EUR 9.797,76),

* de deux mille deux cent quatre-vingt-quatorze (2.294) actions d'investisseur de Classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de cinq mille huit cent soixante-douze euros et six centimes (EUR 5.872,06);

- Monsieur Jean-Valmy NICOLAS pour le compte de sa société, VDL & Co, une société de droit français ayant son siège social au 56 rue Nicolo, F-75016 Paris, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Nanterre, France, sous le numéro 501 263 560,

* de mille cinq cent trente et une (1.531) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de trois mille neuf cent dix-huit Euros et soixante-huit Centimes (EUR 3.918,68),

* de neuf cent dix-huit (918) actions d'investisseur de classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de deux mille trois cent quarante-huit euros et quatre-vingt-deux centimes (EUR 2.348,82);

- Monsieur Frédéric BRUNET, demeurant au 38, quai Louis Blériot, F-75016 Paris, France, né à Neuilly-sur-Seine, le 22 janvier 1964,

* de neuf cent cinquante-sept (957) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de deux mille quatre cent quarante-neuf Euros et vingt et un centimes (EUR 2.449,21).

* de cinq cent soixante-quatorze (574) actions d'investisseur de classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de mille quatre cent soixante-huit euros et vingt-six centimes (EUR 1.468,26);

- Monsieur David AKNIN, demeurant au 2, avenue Vion Withcomb, F-75016 Paris, France, né à Saint Ouen, France, le 20 mars 1967,

* de neuf cent cinquante-sept (957) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de deux mille quatre cent quarante-neuf Euros et vingt et un centimes (EUR 2.449,21).

* de cinq cent soixante-quatorze (574) actions d'investisseur de classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de mille quatre cent soixante-huit euros et vingt-six centimes (EUR 1.468,26);

- DUCLOT, une société de droit français ayant son siège social au 4 à 10 Avenue de la grande Armée, F-75017 Paris,

* de cinq mille sept cent quarante-deux (5.742) actions d'investisseur de Classe F nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de quatorze mille six cent quatre-vingt-seize Euros et huit centimes (EUR 14.696,08);

* de trois mille quatre cent quarante-deux (3.442) actions d'investisseur de Classe A nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de huit mille huit cent huit euros et cinquante-huit centimes (EUR 8.808,58);

SULA INVESTMENTS, AMS Industries, PERISCOPE CONSEILS ET INVESTISSEMENTS, FLINVEST, Messieurs David AKNIN et Frédéric BRUNET, GAREFIN, VDL & Co et DUCLOT sont désignés collectivement comme étant les Souscripteurs et individuellement comme un Souscripteur.

V.- Que les cent quarante et un mille deux cent cinquante (141.250) actions d'investisseur de Classe F ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de trois cent soixante et un mille cinq cent dix-huit Euros et cinq centimes (EUR 361.518,05) et les quatre-vingt-quatre mille six cent soixante-quatre (84.664) Actions d'Investisseur de Classe A ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, assorties d'une prime d'émission d'un montant total de deux cent seize mille six cent quatre-vingt-huit Euros et trente-six centimes (EUR 216.688,36) résultant de l'augmentation de capital du 17 avril 2014 ont été souscrites par les souscripteurs pré désignés et libérées intégralement par apport en nature de créances détenues par chaque souscripteur au montant de leur souscription, évalués ensemble à cinq cent quatre-vingt mille quatre cent soixante-cinq Euros et cinquante-cinq centimes (EUR 580.465,55).

La valeur des apports a été rapportée au notaire instrumentant par un rapport délivré par Deloitte Audit, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en date du 14 mai 2014, et dont la conclusion rédigée en l'anglais est la suivante:

Conclusion

“Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution is not at least equal to the number and value of the 225,914 shares issued with a par value of EUR 0.01 each and the allocation to the share premium account of the Company amounting to an aggregate amount of EUR 580,465.55.

This report is produced solely for the purposes of meeting the requirements of Articles 26-1 and 32-1(5) of the modified law of August 10, 1915 on Commercial Companies and should not be used for any other purpose without our express written consent. It is intended solely for the Board of Directors of the General Partner and the Shareholders of the Company and may not be translated, summarised, disclosed, published or transmitted electronically without our prior consent.”

Le dit rapport, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

VI.- Que le Gérant, en date du 24 avril 2014 et conformément à l'article trois des statuts, a réalisé une augmentation de capital social dans les limites du capital autorisé, à savoir d'un montant de TREIZE MILLE SOIXANTE-QUATORZE EUROS ET SOIXANTE-QUINZE CENTIMES (EUR 13.074,75) en vue de le porter de son montant actuel de CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DEUX EUROS ET QUATRE-VINGT-TROIS CENTS (EUR

177.962,83) à CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE TRENTE-SEPT EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (EUR 191.037,58) par la création de UN MILLION TROIS CENT CINQ MILLE TROIS CENT SOIXANTE-NEUF (1.305.369) Actions d'Investisseur de Classe G ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de TROIS MILLIONS TROIS CENT TRENTE-QUATRE MILLE QUARANTE-QUATRE EUROS ET TRENTE ET UN CENTIMES (EUR 3.334.044,31) à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, et par la création de DEUX MILLE CENT SIX (2.106) Actions Spécifiques d'Investisseur de Classe G' ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de CINQ MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS ET QUATRE-VINGT-QUATORZE CENTIMES (EUR 5.378,94) à souscrire et à libérer intégralement en numéraire et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que le Gérant a supprimé l'exercice du droit préférentiel de souscription des associés et a accepté la souscription des actions nouvelles par:

- GAREFIN Sàrl, une société de droit français ayant son siège social au 25, rue Marbeuf, F-75008 Paris, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 498 481 860,

* de deux cent soixante-cinq mille trois cent dix-neuf (265.319) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de six cent soixante-dix-sept mille six cent cinquante Euros et quatre-vingt-un centimes (EUR 677.650,81):

de mille cinquante-trois (1.053) actions spécifiques d'investisseur de Classe G' nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de deux mille six cent quatre-vingt-neuf Euros et quarante-sept centimes (EUR 2.689,47);

- SULA INVESTMENTS, une société des Iles Vierges Britanniques ayant son siège social à Romasco Place, Wickhams Cay 1, P.O. Box 3140, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, inscrite au Registrar of Corporate Affairs des Iles Vierges Britanniques, sous le numéro 661141,

* de cinq cent trente mille six cent trente-huit (530.638) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de un million trois cent cinquante-cinq mille trois cent deux Euros et soixante-deux centimes (EUR 1.355.302,62);

- AMS Industries, une société de droit français ayant son siège social au 25, rue Marbeuf, F-75008 Paris, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 447 948 076,

* de trois cent cinquante-trois mille sept cent cinquante-huit (353.758) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de neuf cent trois mille cinq cent trente-cinq Euros et quarante-deux centimes (EUR 903.535,42);

- PERISCOPE CONSEILS ET INVESTISSEMENTS, une société de droit français ayant son siège social à F-75016 Paris, 2, rue Mariette Martin, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 502 208 556,

* de trente-cinq mille trois cent soixante-seize (35.376) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de quatre-vingt-dix mille trois cent cinquante-trois Euros et vingt-quatre centimes (EUR 90.353,24);

- FLINVEST, une société de droit français ayant son siège social à F-75008 Paris, 41 Avenue de Montaigne, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Paris, France, sous le numéro 449 522 390,

* de trente-cinq mille trois cent soixante-seize (35.376) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de quatre-vingt-dix mille trois cent cinquante-trois Euros et vingt-quatre centimes (EUR 90.353,24);

- Monsieur Jean-Valmy NICOLAS pour le compte de sa société, VDL & Co, une société de droit français ayant son siège social au 56 rue Nicolo, F-75016 Paris, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Nanterre, France, sous le numéro 501 263 560,

* de quatorze mille cent cinquante (14.150) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de trente-six mille cent quarante et un Euros et cinquante centimes (EUR 36.141,50),

de mille cinquante-trois (1.053) actions spécifiques d'investisseur de Classe G' nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de deux mille six cent quatre-vingt-neuf Euros et quarante-sept centimes (EUR 2.689,47);

- Monsieur Frédéric BRUNET, demeurant au 38, quai Louis Blériot, F-75016 Paris, France, né à Neuilly-sur-Seine, le 22 janvier 1964,

* de huit mille huit cent quarante-quatre (8.844) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-huit Euros et cinquante-six centimes (EUR 22.588,56);

- Monsieur David AKNIN, demeurant au 2, avenue Vion Withcomb, F-75016 Paris, France, né à Saint Ouen, France, le 20 mars 1967,

de huit mille huit cent quarante-quatre (8.844) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de vingt-deux mille cinq cent quatre-vingt-huit Euros et cinquante-six centimes (EUR 22.588,56);

- DUCLOT, une société de droit français ayant son siège social au 4 à 10 Avenue de la grande Armée, F-75017 Paris,

* de cinquante-trois mille soixante-quatre (53.064) actions d'investisseur de Classe G nouvelles avec une prime d'émission d'un montant total de cent trente-cinq mille cinq cent trente Euros et trente-six centimes (EUR 135.530,36);

SULA INVESTMENTS, AMS Industries, PERISCOPE CONSEILS ET INVESTISSEMENTS, FLINVEST, Messieurs David AKNIN et Frédéric BRUNET, GAREFIN, VDL & Co et DUCLOT sont désignés collectivement comme étant les Souscripteurs et individuellement comme un Souscripteur.

V.- Que les un million trois cent cinq mille trois cent soixante-neuf (1.305.369) actions d'investisseur de Classe G ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions trois cent trente-quatre mille quarante-quatre Euros et trente et un centimes (EUR 3.334.044,31) et les deux mille cent six (2.106) actions spécifiques d'investisseur de Classe G' ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune assorties d'une prime d'émission d'un montant total de cinq mille trois cent soixante-dix-huit Euros et quatre-vingt-quatorze Centimes (EUR 5.378,94) résultant de l'augmentation de capital du 24 avril 2014 ont été souscrites par les souscripteurs pré désignés et libérées intégralement en numéraire par des versements sur un compte bancaire au nom de la Société, de sorte que la somme de trois millions trois cent cinquante-deux mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit Euros (EUR 3.352.498,-) a été mise à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de souscription et libération.

VI.- Que suite à la réalisation de ces augmentations dans les limites du capital autorisé, le premier alinéa de l'article 3.1 paragraphe 2 des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante dans la version française et dans la version anglaise:

Version Française

« Art. 3. Capital social - Actions.

3.1 Capital social

[...]

Le capital souscrit est fixé à CENT QUATRE-VINGT-ONZE MILLE TRENTE-SEPT EUROS ET CINQUANTE-HUIT CENTIMES (EUR 191.037,58) composé d'un million neuf cent soixante et onze mille trois cent quarante-cinq (1.971.345) actions d'investisseur de classe A d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe A»), de deux millions sept cent vingt-cinq mille soixante et une (2.725.061) actions d'investisseur de classe B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe B»), de quinze mille cinq cent soixante-quatre (15.564) actions spécifiques de Classe B' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Spécifiques de Classe B'»), d'un million cinq cent cinquante-sept mille neuf cent douze (1.557.912) actions d'investisseur de classe C d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe C»), de sept mille trois cent quatre-vingt-douze (7.392) actions d'investisseur de classe C' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe C'»), de deux millions six cent quatre-vingt-douze mille huit cent cinquante et une (2.692.851) actions d'investisseur de classe D d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe D»), de cinq mille cinquante-huit (5.058) actions d'Investisseur de Classe D' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe D'»), de deux millions quatre cent quarante-neuf mille sept cent trente et une (2.449.731) actions d'investisseur de classe E d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe E»), de trois mille six cent cinquante-huit (3.658) actions d'investisseur de classe E' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe E'»), de deux millions trois cent cinquante-deux mille cent quarante-sept (2.352.147) actions d'investisseur de classe F d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions d'Investisseur de Classe F»), de quinze mille cinq cent soixante-quatre (15.564) actions spécifiques de classe F' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Spécifiques de Classe F'»), de un million trois cent cinquante mille trois cent soixante-neuf (1.305.369) actions d'investisseur de classe G d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, (les «Actions d'Investisseur de Classe G»), de deux mille cent six (2.106) actions spécifiques d'investisseur de classe G' d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, (les «Actions Spécifiques d'Investisseur de Classe G'»), et de quatre millions (4.000.000) d'actions de commandité ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions de Commandité»).

Version Anglaise

3.1 Share Capital.

[...]

The subscribed capital is set at one hundred ninety-one thousand thirty-seven Euro and fifty eight cents (EUR 191,037.58) consisting of one million nine hundred and seventy-one thousand three hundred and forty-five (1,971,345) Class A Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class A Investor Shares"), of two million seven hundred and twenty-five thousand sixty-one (2,725,061) Class B Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class B Investor Shares"), of fifteen thousand five hundred and sixty-four (15,564) Specific Class B' Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Specific Class B' Shares"), of one million five hundred and fifty-seven thousand nine hundred and twelve (1,557,912) Class C Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class C Investor Shares"), of seven thousand three hundred and ninety-two (7,392) Class C' Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class C' Investor Shares"), of two million six hundred and ninety-two thousand eight hundred and fifty-one (2,692,851) Class D Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class D Investor Shares"), of five thousand fifty-eight (5,058) Class D' Investor Shares, having a par value

of one cent (EUR 0.01) each (the "Class D' Investor Shares"), of two million four hundred and forty-nine thousand seven hundred and thirty-one (2,449,731) Class E Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class E Investor Shares"), of three thousand six hundred and fifty-eight (3,658) Class E' Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class E' Investor Shares"), of two million three hundred and fifty-two thousand one hundred and forty-seven (2,352,147) Class Investor F Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class Investor F Shares"), of fifteen thousand five hundred and sixty-four (15,564) specific class F' Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Specific Class F' Shares"), one million three hundred and five thousand three hundred and sixty-nine (1,305,369) Class G Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class G Investor Shares"), two thousand one hundred and six (2,106) Specific Class G' Investor Shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Specific Class G' Investor Shares"), and of four million (4,000,000) management shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each (the "Management Shares").

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 4.800,-

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état et demeures, a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. CHARBON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 mai 2014. Relation: LAC/2014/24033. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014102701/295.

(140122755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Administration and Finance Corporation, Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 5.920.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2014

«Septième Résolution

L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2020, le mandat d'Administrateur de Monsieur Hubert FABRI.

L'Assemblée Générale décide de porter le nombre des Administrateurs de 3 à 5 et de nommer Administrateur Messieurs François FABRI et Philippe FABRI pour un terme de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2020.

L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2020, le mandat de Madame Carine RAVERT, Commissaire aux Comptes.»

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION:

Administrateurs:

M. Hubert FABRI, Administrateur de sociétés, 5 Chemin de Bellevue, CH-1659 Rougemont.

M. Philippe de TRAUUX, Administrateur de sociétés, Route du Bélier 29, CH-1663 Moléson-Village.

M. Daniel HAAS, Directeur comptable, Val Ste Croix 84, L-1370 Luxembourg-Belair.

M. François FABRI, Administrateur de sociétés, Concession UtexAfrica, Résidence Nema, Maison 1, Kinshasa, République Démocratique du Congo.

M. Philippe FABRI, Administrateur de sociétés, 68 rue Mademoiselle, F-75015 Paris.

Commissaire aux comptes:

Mme Carine RAVERT, 19 rue Nouvelle, B-6700 Arlon.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2014101848/27.

(140123284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Gentlis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2229 Luxembourg, 21, rue du Nord.
R.C.S. Luxembourg B 188.406.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Virginie Pierru demeurant professionnellement à Luxembourg,
agissant en tant que mandataire de Monsieur Valéry DE SAMUCEWICZ, né à Boulogne-Billancourt (France), le 9 février 1967, demeurant au 21, rue du Nord, L-2229 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 16 avril 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «GENTLIS S.A.».

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet l'exploitation d'une agence d'affaires, et l'activité d'intermédiaire rémunéré dans tous types de transactions commerciales et non commerciales non réglementées, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger et sous quelque forme que ce soit, toutes activités industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et le développement, permanent ou temporaire, du portefeuille créé dans ce but, pour autant que la société sera considérée comme une société de participations financières conformément aux lois applicables.

La société a encore pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous brevets, licences et marques et autres droits se rattachant à ces brevets, licences et marques ou pouvant les compléter.

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a encore pour objet de percevoir des indemnités et des rémunérations des sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trois cent-dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Capital autorisé:

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq millions d'euros (5.000.000,-EUR) représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,-EUR) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant sous les mêmes conditions que pour les modifications de statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, à partir de la date de publication du présent acte, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un ayant-droit par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de juin à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est

constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par vidéoconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2015.

Souscription et Libération

Les trois cent-dix (310) actions ont toutes été souscrites par le comparant, Monsieur Valéry DE SAMUCEWICZ, prénommé, et intégralement libérées à raison de cent pour cent (100%), de sorte que le montant de trente-et-un mille euros (31.000,-EUR) est dorénavant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Déclaration:

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille vingt-trois euros (1.023,-EUR).

Décisions de l'actionnaire unique:

L'actionnaire unique, représenté comme ci-avant et représentant la totalité du capital souscrit, a pris les décisions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. A été appelé aux fonctions d'administrateur:
Monsieur Valéry DE SAMUCEWICZ, prénommé.
3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
«Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à r.l.», ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, immatriculée près du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 60.219.
4. L'adresse de la société est fixée au 21, rue du Nord, L-2229 Luxembourg.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: V.PIERRU, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22.04.2014. Relation: LAC/2014/18632. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 22.04.2014.

Référence de publication: 2014099164/208.

(140117984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Boulangerie Rieffer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 69, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.320.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014097931/9.

(140116892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Silverspot Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.402.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Silverspot Investments S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014099414/15.

(140118189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Gedesco Funding No 1 SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 188.931.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting Gedesco Funding, a foundation duly incorporated and validly existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at Teleportboulevard 140, 1043 EJ Amsterdam, the Netherlands and in process of being registered with the trade register of the Chamber of Commerce in Amsterdam,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of power of attorney given in Amsterdam (The Netherlands) on June 27th, 2014.

Which power of attorney shall be signed "ne varietur" by the attorney of the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as mentioned above, has declared its intention to constitute by the present deed a public limited liability company (société anonyme) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a public limited liability company (société anonyme) (the "Company") qualifying as a securitization company (société de titrisation), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 22 March 2004 relating to securitization, as amended (the "Securitization Law"), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "1915 Law") as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Gedesco Funding No. 1 SA".

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders (the "General Meeting") deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3 The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Director (as defined below) or, in case of plurality of Directors (as defined below), of the Board of Directors (as defined below).

3.4 If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between the registered office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such decision and declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by any of the Sole Director or the Board of Directors, the sole shareholder (the "Sole Shareholder") or, in the case of plurality of shareholders (the "Shareholders") the General Meeting, which will be deemed to be best suited for this purpose under such circumstances.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The corporate objects of the Company are to enter into and perform any kind of securitization transactions to the largest extent permitted by the Securitization Law or any activity ancillary or related thereto through the acquisition or assumption of any kind of risk relating to any kind of asset permitted under the Securitization Law (the “Underlying Assets”) by the means of a true sale, a synthetic transfer via the use of derivatives or otherwise.

4.2 The Company may issue any type of securities permitted under the Securitization Law, whose value or return depend on or are linked to the performance of the Underlying Assets.

4.3 Within the limits of the Securitization Law the Company may enter into any agreement or instrument including, without limitation, any derivative instruments for the purpose of facilitating the securitization of the Underlying Assets or with respect to the hedging of the position of the Company against any risks arising in connection with the securitization of the Underlying Assets. The Company may issue, sign, approve or ratify any document or instrument and may do and allow all things and acts, which are necessary to realize the securitization of the Underlying Assets.

4.4 The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors is entitled to create one or more independent compartments within the meaning of the Securitization Law, to which the Company may allocate a certain part or all of the Underlying Assets.

4.5 Within the limits of the Securitization Law and for as long as it is necessary to facilitate the performance of its corporate objects, the Company may borrow in any form, enter into any type of loan agreement and issue any type of securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowing and/or issue of securities within the limits of the Securitization Law to its subsidiaries or affiliated companies or to any other company provided such lending or such borrowing relates directly or indirectly to securitization transactions.

4.6 Within the limits of the Securitization Law the Company may grant any kind of security interests or guarantees over the Underlying Assets in order to secure its obligations in connection with their securitization or for the benefit of the investors or, as the case may be, any person representing the investors. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of the Underlying Assets unless permitted by the Securitization Law.

4.7 Within the limits of the Securitization Law and provided the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector, the Company may (i) acquire, hold and dispose in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations rights and interests in, and obligations, of Luxembourg and/or foreign companies or other entities active in any sector, (ii) acquire or assume risks by the means of granting loans, guarantees, securities or other funding to Luxembourg and/or foreign entities, (iii) acquire by purchase, subscription, or in any other manner, as well as transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes, units and other securities or financial instruments of any kind and (iv) acquire, own, administer and manage a portfolio of assets in accordance with the relevant issue documentation or contracts relating thereto.

4.8 The Company may perform all technical, financial or other operations, which are directly or indirectly connected with or necessary or useful to facilitate the development or accomplishment of its corporate objects to the largest extent permitted by the Securitization Law.

4.9 The Company may not issue securities on a continuous basis within the meaning of the Securitization Law.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The share capital of the Company is fixed at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares having a nominal value of one euro (EUR 1) each (the “Shares”).

Art. 7. Shares.

7.1 Each of the Shares is entitled to one vote. All Shares shall have equal rights.

7.2 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

7.3 The Company may, to the extent and under the terms permitted by the 1915 Law, purchase its own Shares.

7.4 The share capital of the Company may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Title III. - Management

Art. 8. Management.

8.1 The Company may be managed by one director (the “Sole Director”), whether shareholder or not, as long as it has a Sole Shareholder. In case there are several Shareholders, the Company shall be managed by a board of directors comprising at least three (3) members, whether shareholders or not (the “Board of Directors”, each member individually, a “Director” and collectively, the “Directors”). The Directors or the Sole Director, as applicable, are appointed for a period not exceeding six (6) years by the General Meeting or, as the case may be, by the Sole Shareholder, which may at any time remove them.

8.2 In the event of one or more vacancies in the Board of Directors because of death, retirement, incapacity or otherwise leading to the Board of Directors being composed of only two members, the remaining Directors may elect a successor, by a majority vote, to fill such vacancy in accordance with the provisions of the 1915 Law. This election shall then be ratified by the next General Meeting or a replacement Director shall be elected by the General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder. Save if there remain at least three (3) Directors after the cessation of their office, the resigning Directors shall hold their office until their successor is elected, in which case they shall be entitled to convene a meeting of the Board of Directors after a period of one (1) week in order to fill the vacancy in accordance with the provisions of the 1915 Law.

8.3 The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the General Meeting or, as applicable, the Sole Shareholder.

Art. 9. Meeting of the board of directors.

9.1 The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the “Chairman”), and may elect a vice-chairman from among its members (the “Vice-Chairman”).

9.2 The Board of Directors shall be convened in writing, including by electronic mail, by the Chairman, as often as the interest of the Company so requires, with a prior notice of 24 hours. It must be convened by the Chairman each time any two Directors so request in writing, including by electronic mail. On failure by the Chairman to give effect to such written request 24 hours after receipt thereof, the two requesting Directors may convene the meeting of the Board of Directors with the same prior convening notice. In case all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities, which shall be reflected in the minutes of the meeting of the Board of Directors. In case of emergency, a meeting of the Board of Directors may be held without prior notice, provided that the reasons for such emergency are discussed during the meeting and reflected in the minutes of such meeting.

9.3 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram, facsimile, letter or electronic mail to which an electronic signature is affixed which is valid under Luxembourg law, another Director as his or her proxy.

9.4 Meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg. The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present or represented. A Director may represent several Directors at a meeting, being provided however that the Board of Directors may only deliberate or act validly if at least two (2) of its members are present either in person or by videoconference or telephone. Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

9.5 Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone and videoconference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or represented or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting and, for the avoidance of doubt, in Luxembourg, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call or videoconference, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

9.6 Written resolutions signed by all the members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication. The resolutions taken by way of written resolution shall be dated as of the date of the latest signature of a Director.

9.7 The decisions of the Board of Directors will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the Directors attending, or by the Chairman or, in his absence, the Vice-Chairman, if one has been appointed. Extracts shall be certified by the Chairman or any Director or by any person, to which this power has been granted, for a duration to be determined, during a meeting of the Board of Directors. The proxies will remain attached to the minutes.

9.8 In case of a Sole Director, the resolutions of the Sole Director shall be documented in writing.

Art. 10. Powers.

10.1 The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company, including the power to transfer, assign or dispose of the Underlying Assets of the Company in accordance with the Securitization Law. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors.

10.2 The Company will be bound in any circumstances by the signature of its Sole Director or, in case of plurality of Directors, by (i) the joint signatures of two Directors or (ii) by the sole signature of any of the persons in charge of the daily management of the Company pursuant to article 11.1 or 11.2 below, as far as the daily management is concerned.

10.3 Special decisions may also be taken concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors pursuant to article 11.2 below. Even if such delegation of powers or proxy has been granted, the Company may still be bound in the conditions under article 10.2 (i) above.

10.4 Any litigation involving the Company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Sole Director or by the Board of Directors, represented by its Chairman or by the Director delegated for this purpose.

Art. 11. Delegations.

11.1 The Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more persons, whether Directors or not.

11.2 The Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors may also commit the management of a special branch of the Company to one or more Directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its own members or not, whether shareholders or not.

Title IV. - Supervision

Art. 12. Approved independent auditor(s). The Sole Director, or as the case may be, the Board of Directors shall appoint in accordance with the Securitization Law one or more approved independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) to supervise the operations of the Company. The Sole Director, or as the case may be, the Board of Directors shall determine the number, duration of appointment and remuneration of the approved independent auditor(s).

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1 In case there is only a Sole Shareholder, the Sole Shareholder shall exercise all the powers conferred to the General Meeting under Section IV § 5 of the 1915 Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes. In case there is a Sole Shareholder and where the term Sole Shareholder is not expressly mentioned in the Articles, a reference to the General Meeting used in the Articles is to be construed as a reference to the Sole Shareholder.

13.2 The General Meeting shall be presided by (i) the Chairman or, as the case may be, the Sole Director or (ii) in his absence by the Vice-Chairman in case a Vice-Chairman has been elected by the Board of Directors or (iii) if no Chairman, Vice-Chairman or Sole Director is available, by any pro tempore chairman elected by the General Meeting in the condition for the adoption of ordinary resolutions.

13.3 In case there is more than one shareholder, resolutions of the Shareholders are adopted at a General Meeting.

13.4 If all the Shareholders are present or represented and informed of the agenda of the meeting, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.5 General Meetings shall be held in Luxembourg. Any shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a shareholder, to represent him/her at a General Meeting and to vote in his/her name and stead.

13.6 Each shareholder may participate in any General Meeting by telephone or videoconference or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, and to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

13.7 Except as otherwise provided by the 1915 Law or the Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at such meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.8 Subject to the terms and conditions provided by the 1915 Law, the Articles may be amended by a resolution of the General Meeting adopted with a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting where at least half (1/2) of the Company's share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed by a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at the meeting. In both cases, abstention and nil votes will not be taken into account.

13.9 The annual General Meeting will be held at the registered office or at such other place in the municipality of the registered office as specified in the convening notice on the last business day of March of each year at 10.30 am CET.

13.10 The minutes of each General Meeting shall be signed by the person who chaired the meeting in accordance with article 13.2 above. Copies or extracts of the minutes may be signed or certified in accordance with article 10. above.

Title VI. - Financial year - Allocation of profits

Art. 14. Financial year. The financial year of the Company starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1 After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

15.2 The balance is at the disposal of the General Meeting.

15.3 The Sole Director, or as the case may be, the Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the 1915 Law.

Title VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the General Meeting. If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the General Meeting, which will specify their powers and determine their remuneration.

Title VIII. - Specific provisions

Art. 17. Limited recourse, Non-petition, Subordination.

17.1 The rights of the creditors and investors of the Company are limited in recourse to the Underlying Assets.

17.2 The rights of the creditors and investors of a specific compartment of the Company are limited in recourse to the Underlying Assets allocated to that specific compartment and the creditors and investors do not have access to Underlying Assets allocated to another compartment of the Company.

17.3 The creditors and investors of the Company or, as the case may be, of a specific compartment of the Company agree, accept and acknowledge that if the Underlying Assets of the Company or the Underlying Assets allocated to a specific compartment have been realized, they are not entitled to take any further steps against the Company or the compartment to recover any further sums due and the right to receive any such sum shall be extinguished.

17.4 Unless otherwise stipulated in writing, the creditors and investors of the Company agree, acknowledge and accept to waive their respective rights to submit a petition for the opening of insolvency proceedings or similar proceedings against the Company or to seize any Underlying Assets or other assets of the Company irrespective of whether they are allocated to a compartment or not.

17.5 Creditors and investors of the Company or, as the case may be, of a specific compartment of the Company agree, accept and acknowledge that their rights may be subordinated to the rights of other creditors or investors of the Company or, as the case may be, of a specific compartment.

Title VIII. - Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the 1915 Law and the Securitization Law.

Transitional provision

- 1) The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31 December 2014.
- 2) The first annual General Meeting shall be held in 2015.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the appearing party/parties declare(s) to subscribe the entire capital as follows:

Stichting Gedesco Funding, prenamed, thirty-one thousand shares	31,000 Shares
TOTAL: thirty-one thousand shares	31,000 Shares

The Shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by a contribution in cash of thirty-one thousand euro (EUR 31,000). The amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the 1915 Law, have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Extraordinary resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder of the Company representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is fixed at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.
- 2) The number of Directors is set at three (3). The following have been appointed as Directors:
 - Mr Neil SYNNOTT, born on 6 August 1980 in Dublin (Ireland), with professional address at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
 - Mr Sean MURRAY, born on 21 December 1976 in Tipperary (Ireland), with professional address at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; and

- Mr Gilles JACQUET, born on 7 February 1964 in Saint-Mard (Belgium), with professional address at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

3) Their mandate will expire at the annual General Meeting resolving on the accounts for the financial year ending 2019.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on the request of the same appearing party and, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché Luxembourg.

A COMPARU:

Stichting Gedesco Funding, une fondation (stichting) dûment constituée et existante valablement sous le droit des Pays-Bas, ayant son siège social Teleportboulevard au 140, 1043 EJ Amsterdam, Pays-Bas et en cours d'immatriculation auprès du registre du commerce de la Chambre de Commerce d'Amsterdam,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Amsterdam (Pays-Bas) le 27 juin 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire sous-signé, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-dessus, a déclaré son intention de constituer par le présent acte une société anonyme et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Forme - Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il existe une société anonyme (la "Société"), qualifiée de société de titrisation régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée (la "Loi sur la Titrisation"), la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est "Gedesco Funding No. 1 SA".

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

3.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale de ses actionnaires (l'"Assemblée Générale") délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3 Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision de l'Administrateur Unique (défini ci-après) ou, en cas de pluralité d'Administrateurs (défini ci-après), du Conseil d'Administration (défini ci-après).

3.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produisent ou deviennent imminents, le siège social pourra être déclaré comme ayant été transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société. Une telle décision et déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers, le cas échéant, par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration, l'actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") ou, en cas de pluralité d'actionnaires (les "Actionnaires") l'Assemblée Générale, qui seront considérés comme les mieux habilités à cette fin dans de telles circonstances.

Art. 4. Objets sociaux.

4.1 Les objets sociaux de la Société sont de conclure et d'exécuter toutes sortes d'opérations de titrisation dans la plus large mesure du possible telles que permises par la Loi sur la Titrisation ou toute activité accessoire ou s'y rapportant, à travers l'acquisition ou la prise de risques de toutes sortes, liés à tout type d'actifs permis par la Loi sur la Titrisation (les "Actifs Sous-Jacents") au moyen d'une vente véritable, d'un transfert synthétique à travers l'utilisation d'instruments dérivés ou autres.

4.2 La Société peut émettre tous types de titres autorisés par la Loi sur la Titrisation, dont la valeur et le rendement dépendent ou sont liés à la performance des Actifs Sous-Jacents.

4.3 Dans le cadre de la Loi sur la Titrisation, la Société peut conclure tout contrat ou acte incluant, sans limitation, tous instruments dérivés afin de faciliter la titrisation des Actifs Sous-Jacents ou pour la couverture des positions de la Société contre tous risques découlant de la titrisation des Actifs Sous-Jacents. La Société peut émettre, signer, approuver

ou ratifier tout document ou acte ainsi que faire et autoriser toutes choses ou actes, nécessaires à la réalisation de la titrisation des Actifs Sous-Jacents.

4.4 L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs compartiments indépendants au sens de la Loi sur la Titrisation, auxquels la Société peut affecter tout ou partie des Actifs Sous-Jacents.

4.5 Dans le cadre de la Loi sur la Titrisation et aussi longtemps que cela sera nécessaire pour faciliter la réalisation de ses objets sociaux, la Société peut emprunter sous toute forme, conclure tout contrat de prêt et émettre tout type de titres. La Société peut prêter des fonds notamment issus d'emprunts et/ou d'émission de tout type de titres, dans le cadre de la Loi sur la Titrisation à ses filiales ou à ses sociétés apparentées ou à toute autre société dès lors qu'un tel prêt ou emprunt est directement ou indirectement lié à des opérations de titrisation.

4.6 Dans le cadre de la Loi sur la Titrisation, la Société peut consentir tout type de sûretés ou garanties sur les Actifs Sous-Jacents afin de garantir ses obligations relatives à la titrisation ou au profit des investisseurs ou, le cas échéant, de toute personne représentant les investisseurs. La Société ne peut gager, transférer, grever ou autrement créer de sûreté sur tout ou partie des Actifs Sous-Jacents à moins que la Loi sur la Titrisation ne l'y autorise.

4.7 Dans le cadre de la Loi sur la Titrisation et à condition que la Société ne conclue pas de transactions, qui l'amènent à être engagé dans des activités considérées comme des activités réglementées du secteur financier, la Société peut (i) acquérir, détenir et disposer sous quelque forme que ce soit, par tout moyen, soit directement ou indirectement, des droits, participations et intérêts ou obligations de sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ou de toute autre entité active dans tout secteur, (ii) acquérir ou prendre des risques au moyen de prêts, garanties, sûretés ou autre financement consentis à des entités luxembourgeoises et/ou étrangères, (iii) acquérir par achat, souscription, ou par tout autre moyen, et transférer par vente, échange ou autre des actions, obligations, titres de dette, notes, parts, unités ou autres titres ou instruments financiers de toute nature et (iv) acquérir, posséder, administrer et gérer un portefeuille d'actifs conformément à la documentation d'émission ou aux contrats applicables.

4.8 La Société peut effectuer toutes opérations de nature technique, financière ou autre, qui sont directement ou indirectement liées à ou nécessaires ou utiles afin de faciliter la poursuite ou la réalisation de ses objets sociaux dans la mesure la plus large possible telle que permise par la Loi sur la Titrisation.

4.9 La Société ne peut pas émettre des titres sur une base continue, au sens de la Loi sur la Titrisation.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capital social - Actions

Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000.- EUR) représenté par trente et un mille (31.000) actions, ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune (les "Actions").

Art. 7. Actions.

7.1 Chacune des Actions donne droit à une voix. Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux.

7.2 Les Actions sont et resteront des actions nominatives.

7.3 La Société peut, dans la mesure permise et selon les conditions prévues par la Loi de 1915, racheter ses propres Actions.

7.4 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales.

Titre III. Administration

Art. 8. Administration.

8.1 La Société peut être administrée par un administrateur (l'"Administrateur Unique"), qui n'est pas nécessairement actionnaire de la Société, dès lors qu'elle a un Actionnaire Unique. En cas de pluralité d'Actionnaires, la Société sera administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres, qu'ils soient Actionnaires ou non (le "Conseil d'Administration", chaque membre individuellement, un "Administrateur" et collectivement, les "Administrateurs"). Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique, le cas échéant, sont nommés pour une durée n'excédant pas six (6) ans par l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, par l'Actionnaire Unique, qui peut les révoquer à tout moment.

8.2 Au cas où un ou plusieurs postes deviendraient vacants au sein du Conseil d'Administration en raison de décès, retraite, incapacité ou toute autre chose conduisant le Conseil d'Administration à être composé de deux membres uniquement, les Administrateurs restants pourront nommer un successeur, à la majorité des votes, afin de pourvoir à la vacance conformément aux dispositions de la Loi de 1915. Cette nomination devra par la suite être ratifiée par la prochaine Assemblée Générale ou un Administrateur de remplacement devra être nommé par l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, l'Actionnaire Unique. Sauf s'il reste au moins trois (3) Administrateurs après la cessation de leurs fonctions, les Administrateurs démissionnaires devraient poursuivre leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés, auquel cas ils devraient avoir le droit de convoquer une réunion du Conseil d'Administration après une période d'une (1) semaine afin de pourvoir à la vacance conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

8.3 Le nombre d'Administrateurs, la durée de leur mandat et leur rémunération sont fixés par l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, l'Actionnaire Unique.

Art. 9. Réunion du conseil d'administration.

9.1 Le Conseil d'Administration peut nommer parmi ses membres un président (le "Président") et un vice-président (le "Vice-Président").

9.2 Le Conseil d'Administration devra être convoqué par écrit, y compris par courrier électronique, par le Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, avec une notification préalable de 24 heures. Il doit être convoqué par le Président chaque fois que deux Administrateurs le demandent par écrit, y compris par courrier électronique. À défaut pour le Président de donner effet à une telle demande écrite dans les 24 heures suivant sa réception, les deux Administrateurs requérants peuvent convoquer la réunion du Conseil d'Administration avec la même convocation préalable. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités et exigences de convocation, qui doivent être reflétées dans les procès-verbaux de réunion du Conseil d'Administration. En cas d'urgence, une réunion du Conseil d'Administration peut être tenue sans notification préalable, à condition que les motifs d'une telle urgence soient discutés lors de la réunion et reflétés dans le procès-verbal de cette réunion.

9.3 Chaque Administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télégramme, fax, lettre ou courrier électronique sur lequel est apposée une signature électronique valable en droit luxembourgeois, un autre Administrateur comme son mandataire.

9.4 Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront à Luxembourg. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Un Administrateur peut représenter plusieurs Administrateurs lors d'une réunion, étant entendu toutefois que le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins deux (2) de ses membres sont présents soit en personne ou par vidéoconférence ou téléphone. Les résolutions seront valablement adoptées si elles sont approuvées par la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à une telle réunion.

9.5 Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un dispositif de communication (y compris par téléphone et par visio conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à ladite réunion (soit en personne soit représentés ou au moyen d'un tel dispositif de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres à tout moment sera réputé présent en personne à ladite réunion et, pour éviter toute ambiguïté, à Luxembourg, et sera pris en compte pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les points portés à l'ordre du jour de cette réunion. Si la décision est prise par voie de conférence téléphonique ou de visio conférence, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié depuis le Luxembourg.

9.6 Des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil d'Administration seront aussi valides et effectives que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un document unique ou plusieurs copies d'une même résolution et peuvent être prouvées par lettre, fax, courrier électronique ou moyen similaire de communication. Les résolutions prises par voie de résolution écrite seront datées à la date de la dernière signature d'un Administrateur.

9.7 Les décisions du Conseil d'Administration seront enregistrées dans des procès-verbaux qui devront être tenus au siège social de la Société et être signés par les Administrateurs ayant assisté à la réunion, ou par le Président ou, en son absence, par le Vice-Président s'il en a été désigné un. Des extraits seront certifiés par le Président ou tout Administrateur ou par toute personne à qui ce pouvoir aura été accordé, pour une durée à déterminer, lors d'une réunion du Conseil d'Administration. Les procurations resteront annexées au procès-verbal.

9.8 En cas d'Administrateur Unique, les résolutions de l'Administrateur Unique seront documentées par écrit.

Art. 10. Pouvoirs.

10.1 L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration et de disposition conformément aux objets sociaux de la Société, y compris le pouvoir de transférer, céder ou aliéner des Actifs Sous-Jacents de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale relèvent de la compétence de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, du Conseil d'Administration.

10.2 La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par (i) la signature conjointe de deux Administrateurs ou (ii) par la signature individuelle de toutes personnes en charge de la gestion journalière de la Société conformément à l'article 11.1 ou 11.2 ci-dessous, dans la mesure où la gestion journalière sera concernée.

10.3 Des décisions spéciales peuvent également être prises concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs ou de procurations données par l'Administrateur Unique ou le cas échéant, le Conseil d'Administration conformément à l'article 11.2. Même si une telle délégation de pouvoirs ou procuration a été accordée, la Société peut encore être engagée dans les conditions de l'article 10.2 (i) ci-dessus.

10.4 Tous litiges impliquant la Société, soit comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par l'Administrateur Unique ou par le Conseil d'Administration, représenté par son Président ou par l'Administrateur délégué à cet effet.

Art. 11. Délégations.

11.1 L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs de conduire la gestion journalière de la Société à une ou plusieurs personnes, Administrateurs ou non.

11.2 L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale de la Société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches déterminées à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, qu'ils soient actionnaires ou non.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. Reviseur(s) d'entreprises agréé(s). L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration doit nommer, conformément à la Loi sur la Titrisation un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) pour contrôler les opérations de la Société. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration devra déterminer le nombre, la durée de leur mandat et la rémunération du ou des réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 13. Pouvoirs - Tenue des assemblées générales.

13.1 S'il n'y a qu'un Actionnaire Unique, l'Actionnaire Unique exercera tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale des Actionnaires selon la Section IV § 5 de la Loi de 1915 et ses décisions seront établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux. S'il n'y a qu'un Actionnaire Unique, lorsque le terme Actionnaire Unique n'est pas expressément mentionné dans les Statuts, une référence à l'Assemblée Générale dans les Statuts devra être interprétée comme une référence à l'Actionnaire Unique.

13.2 L'Assemblée Générale sera présidée par (i) le Président ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique ou (ii) en son absence, par le Vice-Président lorsqu'un Vice-Président a été nommé par le Conseil d'Administration ou (iii) si aucun Président ni Vice-Président ou Administrateur Unique n'est disponible, par tout président par intérim nommé par l'Assemblée Générale dans les conditions requise pour l'adoption des résolutions ordinaires.

13.3 S'il y a plus d'un actionnaire, les décisions des Actionnaires seront prises en Assemblée Générale.

13.4 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée pourra valablement être tenue sans notification préalable.

13.5 Les Assemblées Générales se tiendront à Luxembourg. Tout Actionnaire peut, par une procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'est pas nécessairement un Actionnaire, à le/la représenter à une Assemblée Générale et à voter en son nom et à sa place.

13.6 Chaque actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visio conférence ou par tout moyen similaire de communication permettant à toutes les personnes prenant part à l'assemblée d'être identifiés, et de s'entendre et de se parler. La participation à une assemblée par ces moyens est considérée comme équivalent à une participation en personne à telle assemblée.

13.7 Sauf dispositions contraires de la Loi de 1915 ou des Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité simple des votes exprimés valablement exprimés lors de l'assemblée, quelle que soit la quote-part du capital social présent ou représenté à ladite assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.8 Sous réserve des termes et conditions prévus par la Loi de 1915, les Statuts peuvent être modifiés par une décision de l'Assemblée Générale prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à une assemblée lorsque au moins la moitié (1/2) du capital social de la Société est présent ou représenté lors d'une première convocation. Lors d'une seconde convocation, la décision sera prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la quote-part du capital social présent ou représenté à l'assemblée. Dans les deux cas, l'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.9 L'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social ou à tout autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social tel qu'indiqué dans la convocation le dernier jour ouvrable de mars de chaque année à 10.30 CET.

13.10 Les procès-verbaux de chaque Assemblée Générale devront être signés par la personne qui a présidé l'assemblée conformément à l'article 13.2 ci-dessus. Des copies ou extraits des procès-verbaux peuvent être signés ou certifiés conformément à l'article 10. ci-dessus.

Titre VI. - Exercice social - Répartition des bénéfices

Art. 14. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Répartition des bénéfices.

15.1 Le solde créditeur du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société et des amortissements, constitue les bénéfices nets de la Société. Sur ces bénéfices nets, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société, mais

devra reprendre son cours jusqu'à ce que la réserve soit reconstituée si, à un moment quelconque, pour une cause quelconque, ladite réserve tombe en dessous de dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Le solde du bénéfice est à la disposition de l'Assemblée Générale.

15.3 L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, le Conseil d'Administration peut payer des dividendes intérimaires en conformité avec la Loi de 1915.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'Assemblée Générale. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou personnes morales, nommés par l'Assemblée Générale, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs rémunérations.

Titre VII. Dispositions spécifiques

Art. 17. Recours limité, Renonciation, Subordination.

17.1 Les droits des créanciers et des investisseurs de la Société sont limités au recours sur les Actifs Sous-Jacents.

17.2 Les droits des créanciers et des investisseurs d'un compartiment spécifique de la Société sont limités au recours sur les Actifs Sous-jacents affectés à ce compartiment spécifique et les créanciers et investisseurs n'ont pas accès aux Actifs Sous-Jacents affectés aux autres compartiments de la Société.

17.3 Les créanciers et les investisseurs de la Société ou, le cas échéant, d'un compartiment spécifique de la Société consentent, acceptent et reconnaissent que si les Actifs Sous-Jacents de la Société ou les Actifs Sous-Jacents attribués à un compartiment spécifique ont été réalisés, ils n'ont pas le droit de prendre d'autres mesures à l'encontre de la Société ou du compartiment pour récupérer d'autres sommes dues et le droit de recevoir une telle somme doit être éteint.

17.4 Sauf stipulation écrite contraire, les créanciers et investisseurs de la Société consentent, reconnaissent et acceptent de renoncer à leurs droits respectifs à demander l'ouverture d'une procédure de faillite ou de toutes procédures équivalentes contre la Société ou à saisir tout Actif Sous-Jacent ou autres actifs de la Société qu'ils soient affectés à un compartiment ou non.

17.5 Les créanciers et investisseurs de la Société ou, le cas échéant, d'un compartiment spécifique de la Société consentent, acceptent et reconnaissent que leurs droits puissent être subordonnés à ceux d'autres créanciers ou investisseurs de la Société ou, le cas échéant, d'un compartiment spécifique.

Titre VIII. Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Tous les points non réglés par les Statuts seront déterminés conformément à la Loi de 1915 et à la Loi sur la Titrisation.

Disposition transitoire

1) Le premier exercice social commencera à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

2) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant été établis, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Stichting Gedesco Funding, préqualifié trente et un mille actions	31.000 Actions
TOTAL: trente et un mille actions	31.000 Actions

Les Actions ont été libérées à hauteur de cent pourcent (100%) par un apport en numéraire de trente et un mille euros (31.000.- EUR). La somme de trente et un mille euros (31.000.- EUR) est à la disposition de la Société, dont la preuve a été rapportée au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi de 1915 ont bien été observées.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunération ou charges sous quelques formes que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Résolutions extraordinaires de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Actionnaire Unique de la Société représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1) Le siège social de la Société est fixé à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

2) Le nombre d'Administrateurs est fixé à trois (3). Les personnes suivantes ont été nommées comme Administrateurs:

- Monsieur Neil SYNNOTT, né le 6 août 1980 à Dublin (Irlande), ayant son adresse professionnelle 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- Monsieur Sean MURRAY, né le 21 décembre 1976 à Tipperary (Irlande), ayant son adresse professionnelle 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; et

- Monsieur Gilles JACQUET, né le 7 février 1964 à Saint-Mard (Belgique), ayant son adresse professionnelle 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

3) Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice social se terminant en 2019.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2014. LAC/2014/31771. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Releveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014110468/555.

(140133028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Blake Trademarks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 168.983.

La siège de Blake Trademarks Sarl (RCSL B168983) 49 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg est dénoncé avec effet à partir du 1^{er} mai 2014

Luxembourg, le 7 Juillet 2014.

Blue Skye Financial Holdings Sarl

49, Boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

Référence de publication: 2014097928/12.

(140116942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Corporate XI, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 142.877.

1. ES WIRD FESTGESTELLT UND BESTÄTIGT, dass Herr Nikolaus Schmidt-Narischkin zum 30.06.2014 sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates niedergelegt hat.

2. ES WIRD BESCHLOSSEN, dass mit Wirkung vom 1. Juli 2014 Herr Andreas Drtil, geschäftsanässig in 178-190, Mainzer Landstraße, D-60327, Frankfurt am Main für Herrn Nikolaus Schmidt-Narischkin in den Verwaltungsrat aufgenommen wird.

3. Die Bestellung von Herrn Andreas Drtil muss von der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung bestätigt werden.

4. Das Mandat beginnt am 01. Juli 2014 und endet mit der Generalversammlung, die im Jahr 2015 stattfindet und über das Geschäftsjahr 2014 beschließt.

5. ES WIRD FESTGESTELLT, dass sich der Verwaltungsrat der Gesellschaft demnach ab dem 1. Juli 2014 wie folgt zusammensetzt:

Luxemburg.

Klaus-Michael Vogel / Manfred Bauer / Andreas Drtil

Vorsitzender / - / -

Référence de publication: 2014097980/20.

(140117442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

**Lombard Odier SF II, LOSF II, Lombard Odier Secondary Fund II, Société en Commandite par Actions
sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 189.981.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of the month of August.
Before us Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- 1) Lombard Odier Investment Managers Private Equity, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 155.519, as actionnaire commandité, represented by Mr Lionel Fantauzzo, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated August 22, 2014.
- 2) Lombard Odier Funds (Europe) S.A., a société anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 152.886, as actionnaire commanditaire, represented by Mr Lionel Fantauzzo, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated August 22, 2014.

The proxies given, signed “ne varietur” by all the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in their respective capacities, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company in the form of a “société en commandite par actions” qualifying as a “société d’investissement à capital variable” which they form between themselves:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a “société en commandite par actions” qualifying as a “société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé” under the name of “Lombard Odier Secondary Fund II”, in short “Lombard Odier SF II” or “LOSF II” (the “Company”). Lombard Odier Secondary Fund II, Lombard Odier SF II and LOSF II may be used independently from each other.

Art. 2. The Company is established for a term of 8 years to be counted from its Final Closing, as defined in the Offering Document (as defined in Article 29 hereof). The term of the Company may be extended for up to three successive one-year periods by decision of the general meeting of shareholders adopted in the manner required to amend these articles of incorporation (the “Articles”). The Company may be dissolved before this period by a resolution of the shareholders adopted in the manner required to amend these Articles, but only with the consent of the General Partner.

For the purpose of recording the date on which the Company will expire, upon the occurrence of the Final Closing, the General Partner (or any person to whom such power will be delegated by the General Partner) will be empowered and instructed to take any requisite action, including amending these Articles, provided that, for the avoidance of doubt, no resolution of the shareholders to be adopted in the manner required for amendment of these Articles will be required. The Company shall not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances Article 19 hereof shall apply.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in any kind of permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as such law may be amended from time to time (the “Law”). The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to extent permitted by law, the General Partner of the Company (as defined in Article 16 hereof) may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The initial capital is the equivalent in USD of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) divided into one (1) Management Share and three hundred and nine (309) Ordinary Shares fully paid-up and without nominal value.

The minimum capital of the Company will be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred to as a "share" and collectively as the "shares", whenever the reference to a specific category of shares is not justified.

The holding of Ordinary Shares of the Company is restricted to "Well-Informed Investors" as defined by the Law.

The General Partner is authorised without limitation to issue partly or fully paid shares, as the case may be in fractions, up to 4 decimals, at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions, including the issue price, determined by the General Partner and disclosed in the Offering Document, without reserving to the existing shareholders any preferential right to subscription of the shares to be issued. Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the General Partner and disclosed in the Offering Document. In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner. The procedures relating to subscription Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the Offering Document.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the Offering Document, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions to such Defaulting Investor/Shareholder, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion and in accordance with Luxembourg law and as detailed in the Offering Document.

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty and power to accept subscriptions and receive payment for such new shares and to deliver such shares.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 22 hereof.

The General Partner may decide to issue Ordinary Shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be paid in accordance with the provisions set forth in the Offering Document.

The General Partner may decide to issue separate classes of shares, each distinguished by such specific features (such as, but not limited to, a specific charging structure, distribution policy or hedging policy), as the General Partner shall from time to time determine in respect of each class of shares.

A share premium account shall be created in respect of each class of shares, which terms and conditions shall be determined by the General Partner. The General Partner may therefore decide to issue shares with a subscription premium. These subscription premiums (if any) will be freely distributable at the discretion of the General Partner, subject each time to the fair treatment of shareholders.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not denominated in US Dollars, be converted into US Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes. The Company shall prepare consolidated accounts in US Dollars.

In the event that for a period disclosed in the Offering Document, for any reason the Net Asset Value of any class of shares is lower than a minimum disclosed in the Offering Document, or in case the General Partner deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the Company or the relevant class, or because it is deemed to be in the best interest of the relevant shareholders, the General Partner may redeem all shares of the class at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs for closing of the relevant class, but with no redemption fee, may reorganise the relevant class by means of a division into different classes or may consolidate different classes of shares within the Company.

Liquidation of a class, or its reorganisation by means of division or consolidation may be effected after approval of the shareholders of the class to be terminated or reorganised or consolidated at a duly convened class meeting which may be validly held without a quorum and take decisions by a simple majority of the votes cast.

A consolidation so decided by the General Partner or approved by the shareholders of the affected class will be binding on the shareholders of the relevant class upon a prior notice given to them, in accordance with the provisions of the Offering Document and any applicable laws and regulations, during which period shareholders may redeem their shares without redemption fee.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a class or with a period of time disclosed from time to time in the Offering Document will ultimately be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 6. The General Partner will issue shares in registered form only. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the issue price, as set forth in the Offering Document. The subscriber will, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and, upon application, without undue delay, obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders by bank transfer.

All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the register of shareholders without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders free of charge. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address or notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares shall be entered into the register of shareholders unless the shares are held through a clearing system allowing only entire shares to be handled.

Fractions of shares shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his confirmation of shareholding has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate confirmation of shareholding may be issued under such conditions, as the Company may determine. At the issuance of the new confirmation of shareholding, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original confirmation of shareholding in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new confirmation of shareholding in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The General Partner shall have power to impose or relax such restrictions on any shares as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company or no shares of any class in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company, the General Partner or any agent of the Company incurring any liability to taxation or suffering any other adverse disadvantage which they might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, (including but not limited to any "U.S. Persons", as may be defined in the Offering Document), without limitation. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not

beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held by him shall be cancelled;

(2) the price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be an amount equal to the issue price of shares of the relevant class, determined in accordance with the Offering Document, less any redemption or other charge payable in respect thereof;

(3) payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to, such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the confirmation of shareholding representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest);

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

In addition to the foregoing, the General Partner may, at its discretion, cause shares to be redeemed if such shares are held by or for the account and/or on behalf of a person that does not provide the necessary information requested by the General Partner in order to comply with any tax accounting, withholding and reporting obligations as well as with legal and regulatory rules such as, but not limited to FATCA (as defined in the Offering Document).

In addition to the foregoing, the General Partner may, at its discretion delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as a Well-Informed Investor. If it appears at any time that a holder of shares is not a Well-Informed Investor, the General Partner will (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The General Partner will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as a Well-Informed Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as a Well-Informed Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his status as a Well-Informed Investor or has failed to notify the Company of his loss of such status.

Art. 9. The General Partner as the unlimited shareholder holding the Management Shares is indefinitely liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

The limited shareholders holding Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

Art. 10. The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with joint, indefinite and several liability.

Art. 11. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the

class of shares held by them. Without prejudice of the provisions of Article 17 hereof and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending these Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 12. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday in June at 15.00 CET in each year and for the first time in 2015. If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting shall be held on the next following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the General Partner.

Other general meetings of shareholders or class meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant classes.

Art. 13. The quorum and time limit required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each entire share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by cable, telegram, telex or telefax message. Such proxy shall be deemed valid for any reconvened meeting, provided that it is not revoked.

Except as otherwise required by law or by Article 28 hereof, resolutions at a general meeting of shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote, have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

At any general meeting of shareholders convened in order to amend these Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of these Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled at the first meeting a second meeting may be convened in accordance with the law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

Without prejudice to any requirements imposed by Luxembourg law, in both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 14. Shareholders will meet upon call by the General Partner, pursuant to notice setting forth the agenda, sent in accordance with Luxembourg law.

If all shareholders, duly informed of the agenda, are present or duly represented at a general meeting, a general meeting may be held without prior notice.

Art. 15. The minutes of the general meetings of shareholders shall be signed by the Chairman of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Art. 16. The Company shall be managed by Lombard Odier Investment Managers Private Equity, in its capacity as General Partner and unlimited shareholder of the Company.

Art. 17. The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policies for the investments of the Company, the currency denomination of each class and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the General Partner may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any class of shares will be co-managed among themselves.

The General Partner shall also determine any investment guidelines which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability. The General Partner may also appoint an alternative investment fund manager (the "AIFM") within the meaning of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as such law may be amended from time to time (the "AIFM Law"). In this case, the appointed AIFM will have the powers and authorisations prescribed by the AIFM Law and the agreement entered into between the AIFM and the General Partner.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as may be described more fully in the Offering Document, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

Art. 18. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the shareholders, managers, or officers of the General Partner is/are interested in, or is a director, shareholder, officer or employee of such other company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 19. The Company will be bound towards third parties by the General Partner in accordance with the representation powers as set forth in the articles of association of the General Partner, or such person(s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the person(s) that was/were the manager(s) of General Partner at the time of such event appoint(s), deciding by simple majority, an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Art. 20. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law and serve until its successor is elected.

Art. 21. As is more especially prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by the Law.

Unless otherwise determined by the General Partner and disclosed in the Offering Document, the holders of Ordinary Shares may not request the redemption of their shares. The Company may at the entire discretion of the General Partner impose the redemption of Ordinary Shares up to the amount and under the conditions as indicated by the General Partner in a notice served to shareholders. Redemptions of shares shall be effected pro rata to the respective number of shares held by each shareholder.

The redemption notice will be sent to the person(s) appearing in the Register, specifying the number of shares to be redeemed and the date on which such redemption will be effective (the "Redemption Date").

Immediately after the close of business on the Redemption Date specified in the redemption notice (and whether or not such holder(s) of shares shall have provided the bank account information required below) such holder(s) of shares shall cease to be the owner(s) of the shares referred to in the redemption notice and his (their) name shall be removed

as the holder(s) of such shares from the register of shareholders. Any such person will cease to have any rights as a shareholder in the Company with respect to the shares so redeemed as from the close of business of the Redemption Date specified in the redemption notice referred to above.

In any case, the redemption notice shall be served upon holder(s) of shares by sending the same by mail addressed to such holder(s) of shares at his (their) last address appearing in the register of shareholders or known to the Company. The holder(s) of shares concerned shall thereupon forthwith be obliged to indicate a bank account to which the redemption price for his (their) redeemed shares to be transferred to.

Shares shall be redeemed on the basis of their net asset value as determined pursuant to Article 23 hereof.

Payment of the redemption price shall be made by the Company to the bank account indicated by the holder(s) of shares concerned or as may be agreed between the parties. In the event that the holder(s) of shares concerned does not indicate a bank account to which the redemption price shall be transferred, the Company may either deposit such amount on an account opened for such purpose or send a cheque for such amount to the last address of such holder(s) of shares appearing in the Register or known to the Company, each time at the sole risk and cost of the holder(s) of shares concerned. Upon transfer or deposit of the redemption price or the posting of a cheque as aforesaid, no person interested in the relevant shares redeemed pursuant to the redemption notice shall have any further interest in the shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof or of the redemption price.

The Company reserves the right, in its absolute discretion, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations, to make redemptions in kind to shareholders, including in respect of securities that are not freely tradable.

Furthermore, the Company reserves the right to recall any distribution under the circumstances disclosed in the Offering Document.

Shares of the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Conversion of shares of a class into shares of another class may be authorised by the General Partner within the terms and conditions set forth in the Offering Document of the Company.

Art. 22. The net asset value (the "Net Asset Value") of shares shall be determined by the Company from time to time, as the General Partner by regulation may direct (every such day or time of determination thereof being referred to herein as a "Valuation Date"), at least once a year at such date to be determined by the General Partner and disclosed on the Offering Document. Unless otherwise provided for in the Offering Document, information regarding the valuations and calculations will be available at the registered office of the Company or of its AIFM.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue, conversion and redemption of the shares in such class from its shareholders:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Class(es), from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Class(es) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Class is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the General Partner the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Class(es) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Class(es); or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Class(es) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange;

(e) from the date on which the General Partner has decided to publish a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Class(es), or merging the Company or any Class(es), or from the date of the decision of the General Partner to terminate or merge any Class(es);

(f) during any period when the value of the shares or interest of other investment vehicles in which a class invests cannot be determined by or are not made available to the Company; or

(g) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Class cannot be promptly or accurately ascertained.

No issue or redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to shareholders, if, according to the General Partner, the suspension will exceed eight (8) days.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in US Dollars or in the relevant currency of the class concerned as per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Date

by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less its liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and demand notes and accounts due (including the price of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, units/shares in undertakings for collective investment (“UCI”), debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind receivable by the Company provided that the General Partner may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as a trading ex-dividend or ex-rights;
- (e) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company;
- (g) all other permitted assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including any rebates on fees and expenses payable by any investment fund), prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof.

(b) The value of securities (including shares or units of closed-ended investment funds) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(c) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market (including shares or units of closed-ended investment funds) as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the General Partner, not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith by the General Partner on the basis of foreseeable sale prices.

(d) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis.

(e) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner, it being understood that investments in closed-ended investment funds which are not quoted, traded or dealt in on any stock exchange, but which are subject to a regular valuation will be taken at their latest available such valuation.

(f) Futures and options are valued by reference to the previous day’s closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices.

(g) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

(h) Investments in investment funds will be taken at their latest official net asset values or at their latest unofficial net asset values (i.e. which are not generally used for the purposes of subscription and redemption of shares of the underlying investment funds) as provided by the relevant administrators or investment managers if more recent than their official net asset values and for which the General Partner has sufficient assurance that the valuation method used by the relevant administrator for said unofficial net asset values is coherent as compared to the official one.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other investment funds since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value.

For the purpose of determining the value of the Company’s assets, the General Partner, the AIFM or any of their agents may rely upon such automatic pricing services as it shall determine or, if so instructed by the General Partner and its AIFM, it may use information received from various professional pricing sources (including fund administrators and brokers). In such circumstances, the administrative agent shall not, in the absence of manifest error, be responsible for any loss suffered by the Company or any shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value of the Company or any Class and the Net Asset Value per Share resulting from any inaccuracy in the information provided by such professional pricing sources.

Furthermore, in calculating the Net Asset Value of the Company or any Class and the Net Asset Value per Share, the agent in charge of the Company’s accounting shall use reasonable endeavours to verify pricing information supplied by

the General Partner, but investors should note that in certain circumstances it may not be possible or practicable for the administrative agent to verify such information. In such circumstances, the administrative agent shall not be liable for any loss suffered by the Company or any shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value of the Company or of any Class and the Net Asset Value per Share resulting from any inaccuracy in the information provided by the General Partner.

In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the administrative agent shall inform the General Partner who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

The General Partner may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such method of valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

The value of assets denominated in a currency other than the reference currency of a Class shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of determination of the Net Asset Value.

The administrative agent shall determine the Net Asset Value and the Net Asset Value per Share under the supervision and responsibility of the General Partner.

The assets and liabilities of the Company shall be allocated in such manner as to ensure that the proceeds received upon the issue of Shares of a specific Class shall be attributed to that Class as further described under section B hereof.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, custodian fee and corporate agents' insurance premiums fee and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and Offering Document printing, financial reports and other documents made available to shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the shares are marketed);

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the General Partner; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The General Partner shall establish a portfolio of assets for each class of shares in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each class of shares shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that class of shares, and the assets, liabilities, income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the Net Asset Values of each portfolio, or any other manner as decided by the General Partner in the best interest of shareholders;

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and any other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Company in relation with a same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such share class or classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same pool which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

- 1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;
- 2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;
- 3) if in respect of one share class the Company acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;
- 4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of such specific share class or classes.

E. For the purpose of valuation under this Article:

- (a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Valuation Date on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- (b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the currency of denomination in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and
- (c) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable;
- (d) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders, expenses of publishing the offering prices and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

Art. 24. The accounting year of the Company shall begin on the 1 January of each year and terminate on the 31 December of the same year and for the first time on 31 December 2014. The accounts of the Company shall be prepared in accordance with Luxembourg GAAP and such other permitted accounting standards the General Partner considers to be the most appropriate for the Company, as described in the audited financial statements.

Art. 25. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US Dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the General Partner's report and the notice of the annual general meeting, will be made available to the shareholders at the registered office of the Company 15 days prior to the annual general meeting.

Art. 26. The General Partner shall determine how the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

Distributions or repayments may be made to shareholders upon decision of the General Partner.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

The Company reserves the right, in its absolute discretion, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations, to make distributions of dividends in kind to holders of Ordinary Shares, including in respect of securities that are not freely tradable.

Furthermore, the Company reserves the right to recall distributions of dividends and as the case may be to issue new Ordinary Shares in exchange thereof under the exceptional circumstances and conditions disclosed in the Offering Document.

Art. 27. In the event of a liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to liquidate the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be allocated among shareholders in the conditions set out in the Offering Document of the Company.

Otherwise, any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law.

Art. 28. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum requirements provided by the laws of Luxembourg and at a majority of two thirds of the votes cast (unless otherwise imposed by applicable law), provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject further to the said quorum and majority requirements in respect of such relevant class.

Art. 29. In accordance with the requirements of the Law, the Company shall establish an offering document comprising information for investors on the investment proposed to them, which may be supplemented by subscription agreements or other contractual arrangements made between the Company or the General Partner on its behalf and the investors (the "Offering Document").

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as such law may be amended from time to time, the Offering Document and, to the extent applicable, the AIFM Law.

Art. 30. To the extent the Offering Document does not include the information to be provided or communicated to investors and shareholders pursuant to the AIFM Law, the Offering Document will indicate how and/or where such information is made available to investors and shareholders.

Art. 31. Any investor or shareholder may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the reduction or waiver of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to shareholders), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor(s) or shareholder(s), (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all investors and shareholders, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors and/or shareholders have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other investor or shareholder to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor or shareholder, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor or shareholder are identical to any of the investors and/or shareholders to whom this Preferential Treatment has been granted.

Whenever an investor or shareholder obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of investors or shareholders who obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors and shareholders in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 34 hereof; it being understood

that availability or disclosure of any such information may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 32. The Company shall enter into a depositary agreement with an entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws, the Law and the AIFM Law (the “Depositary”).

In case of withdrawal of the Depositary, whether voluntarily or not, the Depositary will remain in function until the appointment which must happen within two months of another eligible entity.

The Depositary may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of article 19(11) of the AIFM Law, these Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows its General Partner to grant such a discharge and more generally, allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors and shareholders in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 34 hereof; it being understood that availability or disclosure of any such information may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 33. To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company authorises its General Partner to agree upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, of any third party, including the Depositary and any prime broker appointed from time to time.

Art. 34. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the investors and shareholders shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors and/or shareholders in, via and/or at any of the following information means (each an “Information Means”): (i) the Offering Document, (ii) a subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) a contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) a letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) a publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company’s periodic report, (vii) the Company’s, its AIFM’s or any third party’s registered office, (viii) a third-party, (ix) the internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Offering Document or at the Company’s or its AIFM’s registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an “Electronic Information Means”) used to disclose or make available certain information or document requires an access to the internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to the internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Offering Document or at the Company’s or its AIFM’s registered office.

Transitory provision

- 1.- The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on 31 December 2014.
- 2.- The annual general meeting shall be held for the first time on the 19th of June 2015 at 15.00 (Luxembourg time) at the registered office of the Company.

Initial capital - Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have fixed the initial capital at the equivalent in USD of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) represented by one (1) Management Share of no par value and three hundred and nine (309) Ordinary Shares of no par value and have subscribed to and entirely paid-up respectively the following shares:

Subscriber	Ordinary Shares	Management Shares	Aggregate Subscription Price
Lombard Odier Investment Managers Private Equity	none	1	EUR 100
Lombard Odier Funds (Europe) S.A.	309	none	EUR 30,900
Total	309		EUR 31,000

Evidence of payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.

Statement

The notary drawing up this deed declares that the conditions set forth in Article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended) have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General meeting of shareholders

The above named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Second resolution

The following is appointed auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

The undersigned notary made aware the appearing parties of the necessity to appoint a permanent representative of the General Partner.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: L. FANTAUZZO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 août 2014. Relation: LAC/2014/40338. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140349/725.

(140159407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

AMP Capital Investors (IDF II USD N°2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 176.558.

EXTRAIT

En date du 7 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Emma Haight, avec adresse professionnelle au niveau 4, Berkeley Square, Berkeley Square House, Londres, W1J6 BX, Royaume-Uni, est élue nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014097887/13.

(140117211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.